

données sociodémographiques en bref

Février 2008

Volume 12 - Numéro 2

CONDITIONS DE VIE

Évolution historique de la population des municipalités au Québec

par Dominique André

Le Québec, sur le plan municipal, se caractérise par une forte concentration de sa population dans quelques grands centres et le nombre important de ses petites municipalités. Les données du Recensement de 2006 illustrent bien cette situation : les villes de plus de 100 000 habitants, au nombre de neuf, soit moins de 1 % de l'ensemble des municipalités du Québec, abritent plus de 45 % de la population, tandis que les municipalités de moins de 1 000 habitants représentent près de 50 % d'entre elles, mais ne comptent que pour 3,7 % de la population. Cette particularité relative à la répartition territoriale de la population a-t-elle toujours été la même ? Afin de répondre à cette question, nous décrirons l'évolution historique de la distribution de la population sur le territoire québécois à partir des données des recensements depuis 1871. De plus, la reconstitution à rebours des municipalités selon leurs limites géographiques actuelles permettra de mieux apprécier l'évolution démographique inhérente aux municipalités plutôt que par le jeu des fusions et annexions qui font augmenter la superficie des municipalités et, par conséquent, leur population.

Les années 1871 à 1891 : l'empreinte du peuplement

En 1871, près de 85 % de la population vit dans des municipalités de moins de 10 000 habitants,

tandis que 9 % résidait à Montréal, seule ville comptant plus de 100 000 habitants (107 000) à l'époque. Québec, deuxième ville en importance, compte près de 60 000 personnes. Les 10 principales

Répartition des municipalités¹ et de la population selon la taille des municipalités, 1871, 1911, 1956 et 2006

	1871				1911			
	Municipalité		Population		Municipalité		Population	
	n	%	n	%	n	%	n	%
100 000 habitants et plus	1	0,2	107 225	9,0	1	0,1	467 986	23,3
50 000 à 99 999 habitants	1	0,2	59 699	5,0	1	0,1	78 118	3,9
10 000 à 49 999 habitants	1	0,2	15 813	1,3	7	0,6	103 909	5,2
1 000 à 9 999 habitants	443	87,5	874 356	73,4	573	52,0	1 025 018	51,1
0 à 999 habitants	210	32,0	134 423	11,3	519	47,1	330 745	16,5
Total	656	100,0	1 191 516	100,0	1 101	100,0	2 005 776	100,0
	1956				2006			
	Municipalité		Population		Municipalité		Population	
	n	%	n	%	n	%	n	%
100 000 habitants et plus	2	0,1	1 280 142	27,7	9	0,7	3 499 446	46,4
50 000 à 99 999 habitants	3	0,2	187 413	4,0	8	0,6	564 227	7,5
10 000 à 49 999 habitants	48	2,8	923 887	20,0	78	6,0	1 672 412	22,2
1 000 à 9 999 habitants	843	49,6	1 745 036	37,7	561	43,4	1 527 841	20,2
0 à 999 habitants	805	47,3	491 900	10,6	638	49,3	282 205	3,7
Total	1 701	100,0	4 628 378	100,0	1 294	100,0	7 546 131	100,0

1. Comprend les municipalités locales, les réserves indiennes, les terres réservées et les villages crois. Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Compilation : Institut de la statistique du Québec.

municipalités de l'époque se partagent 18,9 % de la population des 1 191 516 habitants qui peuplent alors le Québec. Lorsqu'on considère les limites actuelles des municipalités plutôt que celles de l'époque, les 10 premières villes regroupent 27 % de la population. Sept municipalités qui se trouvent parmi les 10 principales en 2006, soit Montréal, Québec, Lévis, Gatineau, Saguenay, Trois-Rivières et Laval, faisaient déjà partie du « top 10 » de l'époque. C'est dire à quel point l'empreinte du peuplement et du développement du Québec a été tracée de longue date.

Les municipalités se développent lentement et, 20 ans plus tard, en 1891, la part des 10 principales villes représente 31 % de la population. Montréal voit sa population plus que doubler à la faveur d'annexions et de fusions, tandis que Québec, Saguenay, Trois-Rivières et Lévis connaissent une croissance modeste, faisant des gains entre 4,7 % et 15,1 % durant la période. Lorsqu'on reporte la population selon le découpage actuel, le poids démographique des 10 premières municipalités est de 32 % et Montréal héberge 18 % de la population québécoise.

Les années 1911 à 1931 : début de la concentration dans les grandes villes

Le poids démographique des 10 premières villes se situe à 32,9 % en 1911. Montréal compte près de 470 000 habitants, soit

Table des matières

Évolution historique de la population des municipalités au Québec	1
Ce que les baby-boomers ont reçu de l'Etat : comparaisons intergénérationnelles	5
Les inactifs qui veulent travailler	7

23 % de la population québécoise, et 533 000 selon la géographie actuelle des municipalités. Vient au deuxième rang Québec (78 000 habitants), suivie de la cité de Maisonneuve (18 700) – qui fait aujourd’hui partie de Montréal –, de Hull (18 200) et de Sherbrooke (16 400). 68 % de la population vit encore dans des municipalités de moins de 10 000 habitants. Des villes qui comptaient en 1871 parmi les 10 plus importantes, telles Sorel (7^e rang), Stanbridge (8^e) et Saint-Jean-Chrysostome de Russeltown (10^e), toutes trois en Montérégie, ont diminué en importance et occupent maintenant respectivement les 19^e, 41^e et 89^e rangs.

La concentration de la population dans les grandes villes s’accentue et, en 1931, plus de 40 % des Québécois résident dans les 10 principales municipalités. Cette proportion atteint près de 50 % selon les limites actuelles des premières villes, ce qui démontre le développement important des banlieues immédiates des grandes municipalités. Plus du tiers des Québécois vit d’ailleurs à cette époque dans les limites actuelles de la ville de Montréal.

Les années 1956 à 1981 : l’émergence des banlieues

Les 25 années suivantes sont marquées par une diminution progressive du poids relatif des 10 principales villes du Québec, les banlieues prenant de plus en plus d’importance, si bien qu’en 1956, 35,7 % de la population du Québec, qui s’élevait alors à près de 4,6 millions de personnes, résident dans les 10 plus importantes villes. Saint-Laurent, alors une banlieue de Montréal, accède à ce groupe, de même que Jacques-Cartier, sur la rive sud de Montréal. Les municipalités de moins de 10 000 habitants perdent de leur importance relative : moins de 50 % de la population y habite. Lorsqu’on considère le découpage actuel, le poids démographique des 10 principales villes du Québec demeure stable à presque 50 % de la population et 3 personnes sur 10 résident dans les limites territoriales de la ville de Montréal, telle qu’on la connaît en 2006. Vient au deuxième rang Québec, suivie de Saguenay. Cette période est marquée par l’émergence des municipalités de Côte-Saint-Luc, Baie-D’Urfé, Beaconsfield, Mont-Royal, Hampstead et Dorval, dans l’île de Montréal.

En 1981, le palmarès des 10 principales villes est considérablement modifié à cause de l’émergence des banlieues immédiates de Montréal qui se sont grandement développées au cours de la période 1956-1981. Après la fusion des municipalités de l’île Jésus, Laval

Population des 10 principales municipalités du Québec en 1871, 1911, 1956 et 2006 selon les limites géographiques des municipalités de l’époque

Municipalité	1871		1911	
	Population	n	Municipalité	Population
Montréal (ville)	107 225		Montréal	467 986
Québec	59 699		Québec	78 118
Montréal (paroisse)	15 813		Maisonneuve	18 684
Hull, partie Est	8 318		Hull	18 222
Trois-Rivières	7 370		Sherbrooke	16 405
Lévis	6 891		Westmount	14 579
Sorel	5 636		Trois-Rivières	13 691
Stanbridge	5 024		Verdun	11 629
Sherbrooke	4 432		Lachine	10 699
Saint-Jean-Chrysostome-de-Russeltown	4 291		Saint-Hyacinthe	9 797
Total	224 699		Total	659 810
Population du Québec	1 191 516		Population du Québec	2 005 776
Poids démographique (%)	18,9		Poids démographique (%)	32,9
Municipalité	1956		2006	
	Population	n	Municipalité	Population
Montréal	1 109 439		Montréal	1 620 693
Québec	170 703		Québec	491 142
Verdun	78 262		Laval	368 709
Sherbrooke	58 668		Gatineau	342 124
Trois-Rivières	50 483		Longueuil	229 330
Hull	49 243		Sherbrooke	147 427
Saint-Laurent	38 291		Saguenay	143 692
Lachine	34 494		Lévis	130 008
Jacques-Cartier	33 132		Trois-Rivières	126 323
Outremont	29 990		Terrebonne	94 703
Total	1 652 705		Total	3 584 149
Population du Québec	4 628 378		Population du Québec	7 546 131
Poids démographique (%)	35,7		Poids démographique (%)	47,6

Sources : Recensements du Canada, Compilation : Institut de la statistique du Québec.

devient la deuxième ville du Québec, dernière Montréal qui compte moins de un million d’habitants, seul qu’elle avait franchi en 1951 et maintenu jusque-là. Suivent, dans l’ordre, Québec, Longueuil, Montréal-Nord, Saint-Léonard, LaSalle, Gatineau, Sherbrooke et Sainte-Foy. Ces 10 villes abritent 31,2 % de la population du Québec. C’est le niveau le plus bas atteint depuis le début du siècle et ce phénomène s’explique par la croissance de plusieurs villes de banlieue de plus de 50 000 habitants ne faisant pas partie du « top 10 », dont Charlesbourg, Beauport, Saint-Laurent, Saint-Hubert et Brossard. C’est donc sans surprise qu’on observe que, selon le découpage actuel des municipalités, le poids démographique des 10 premières villes s’élève à 48,9 %.

2006 : la situation actuelle

Selon les données du Recensement de

2006, les 10 principales municipalités accaparent 47,6 % de la population, tandis que les municipalités de moins de 10 000 habitants, au nombre de 1 199 sur un total de 1 294, soit 92,7 %, regroupent maintenant près de 24 % de la population. Montréal compte à elle seule 21,5 % de la population québécoise, soit 1 620 693 habitants. Grâce aux fusions survenues en 2002, Québec reprend son deuxième rang avec 491 142 habitants, suivie de Laval (368 709).

Globallement, la population des 10 principales villes du Québec s’est accrue de 14,3 % au cours des 25 dernières années, soit une croissance moindre que celle de l’ensemble du Québec qui se situe à 17,2 %. Terrebonne a littéralement explosé, sa population passant de 39 500 à 95 500 habitants au cours de cette période, soit un bond de 140 %. Lévis (49,4 %), Gatineau (42,3 %) et Laval

Données sociodémographiques en bref

Population des 10 principales municipalités du Québec en 1871, 1911, 1956 et 2006 selon les limites géographiques des municipalités de 2006

Municipalité	1871	Municipalité	1911
	Population		Population
	n		n
Montréal	341 776	Montréal	639 241
Québec	78 192	Québec	101 214
Lévis	35 861	Lévis	38 739
Longueuil	17 887	Longueuil	23 579
Marieville	11 386	Marieville	23 865
Saguenay	11 330	Saguenay	16 461
Bécancour	11 127	Trois-Rivières	18 440
Trois-Rivières	11 107	Shawinigan	14 729
Saint-Jean-sur-Richelieu	10 303	St-Jean-sur-Richelieu	14 578
Laval	9 472	Saint-Hyacinthe	14 466
Total	321 680	Total	804 293
Population du Québec	1 181 516	Population du Québec	2 005 776
Poids démographique (%)	27,0	Poids démographique (%)	40,1
Municipalité	1956	Municipalité	2006
	Population		Population
	n		n
Montréal	1 402 704	Montréal	1 620 693
Québec	279 521	Québec	491 142
Saguenay	118 289	Lévis	368 709
Longueuil	92 799	Longueuil	242 124
Trois-Rivières	83 384	Sherbrooke	219 330
Sherbrooke	72 799	Saguenay	143 692
Laval	69 410	Lévis	136 008
Shawinigan	62 323	Trois-Rivières	126 323
Levis	42 957	Terrebonne	94 703
Total	2 307 575	Total	3 594 149
Population du Québec	4 628 378	Population du Québec	7 546 131
Poids démographique (%)	49,9	Poids démographique (%)	47,6

Source: Recensements du Canada

Champlain, Institut de la statistique du Québec.

(37,4 %) bénéficient également de gains démographiques importants, pendant que Saguenay subit des pertes de l'ordre de 5 % et que Montréal voit sa population augmenter de 4,2 %. Dans l'ensemble, parmi les municipalités de plus de 2 500 habitants, Saint-Colomban, dans les Laurentides, Orford, en Estrie, et Saint-Lazare, en Montérégie, ont enregistré les plus fortes hausses relatives, de plus de 300 %. En contrepartie, Fermont, sur la Côte-Nord, Senneterre, en Abitibi-Témiscamingue, et Chibougamau, dans le Nord-du-Québec, ont connu des pertes de l'ordre de 30 %.

Québec, 400 ans d'histoire

Fondée en 1608, la ville de Québec fête cette année son 400^e anniversaire. Pour

meille marquer cette date, nous avons voulu suivre son évolution démographique et territoriale depuis le début de la colonie. Les recensements sont la principale source de données pour établir la population de Québec. Ces données ont fait l'objet, pour la période 1665-1861, de plusieurs travaux de la part d'auteurs et d'historiens qui en contestent parfois la justesse et proposent d'autres chiffres. Ce n'est que depuis 1871, avec les recensements du Canada, que la robustesse des données est établie. Nous citerons donc les données des recensements ainsi que celles de quelques auteurs. Pour la période 1608-1861, nous n'avons pas tenté de reconstituer le territoire de la ville de Québec selon les limites actuelles, étant donné l'absence de documentation sur

l'évolution du territoire Québec enclavé considéré, pour cette période, dans ses limites géographiques du moment.

Champlain établit en 1608 un poste commercial à Québec : 28 colons, y compris Champlain, y passeront l'hiver. En 1620, la population de Québec n'est que de 60 personnes. Selon le Recensement de la Nouvelle-France, conduit par Jean Talon à l'hiver de 1665-1666, Québec comptait 547 personnes. Il s'agit du premier recensement effectué en Amérique du Nord. Notamment avec l'arrivée des pères de 800 Filles du roi dans la colonie, la population de Québec passe à 1 345 en 1681, puis à 1 771 en 1706. Tous au moins les recensements de la Nouvelle-France, la population a plus que doublé au cours des 25 années suivantes et elle a atteint 4 603 personnes en 1739.

D'après Desloges¹, Québec comptait 5 004 habitants en 1743, à la même époque, Boston en abritait plus de 16 000, New York, 11 000, et Philadelphie, 13 000.

En 1759, à la fin du régime français, Québec était peuplée de 8 000 individus soit le double de Montréal. À elles deux, elles regroupent presque 20 % de la population de toute la colonie.

Le Recensement de 1765 fait état de 8 967 personnes. Selon Hare, Lafrance et Ruddell², ce niveau est plutôt atteint en 1805 et passe à 15 839 en 1818, puis à 22 101 en 1825. Québec connaît par la suite une croissance notable, la population augmentant, en 1844, à presque 33 000. Elle atteindra 57 000 en 1861.

La ville de Québec d'hier et d'aujourd'hui

Le premier recensement du Canada, en 1871, établit la population de Québec à 59 699, mais cette donnée comprend les habitants de ce qu'on appelaît à l'époque « la banlieue » (Notre-Dame-de-Québec, Saint-Roch de Québec, Hedleyville, Stadacona, Parkville, New Waterford, La Canardière et Gros-Pin).

Le territoire de la ville de Québec, telle qu'on la connaît aujourd'hui, était composé, en 1871, de plusieurs municipalités : outre Québec et sa « banlieue », on trouvait Beauport, qui deviendra Sainte-Thérèse-de-Lisieux en 1945, Sacré-Cœur-de-Jésus, qui sera annexée à Québec en 1980, Saint-Colomb de Sillery, dont le nom sera changé pour Sillery en 1947, Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, qui deviendra Neufchâtel en 1963, Saint-Charles-de-Charlesbourg, connue à

1. L'œuvre de Champlain, Édition de l'abbé Charles Laverdière, Québec, 1870, t. III.

2. Yves Desloges (1991) *Une ville de locataires*, Québec au XVII^e siècle, Ottawa, Environnement Canada, Service des parcs, 313 p.

3. John Hare, Marc Lamothe et Daniel-Tsiary Rétort (1987) *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal, Boreas et Musée canadien des civilisations, 399 p.

porté de 1963 sous le nom d'Orsainville, Sainte-Foy et la paroisse de L'Ancienne-Lorette, qui fusionneront avec Sainte-Foy en 1970. Toutes ces entités avaient le statut de municipalité à cette époque et l'ensemble de celles-ci regroupait 75 593 personnes.

En 1886, Québec annexe la paroisse de Saint-Sauveur, qui avait été créée à partir du territoire de Saint-Roch-de-Québec en 1872, la même année que la constitution de Saint-Félix-de-Cap-Rouge. La population de Québec a établi, en 1891, à 63 090 personnes, avec une croissance de moins de 6 % en 20 ans.

En 1893, Hedleyville, Stadacona, Parkville, New Waterford, La Canardière et Gros-Pin et une partie de Saint-Roch-de-Québec fusionnent pour devenir Limoilou. La même année, une partie du territoire de Saint-Roch-de-Québec est détachée pour être connue désormais comme Saint-Malo, puis Saint-Michel-Archange est créée en 1897.

En 1903, on assiste à l'incorporation de Montmorency. La même année, une partie de Saint-Malo se sépare pour devenir La Petite-Rivière. La partie restante sera annexée à Québec en 1908. En 1904, le village de Saint-Ambroise est créé à partir de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette. Deux ans plus tard, Saint-Gérard-Majella obtient le statut de municipalité. Notre-Dame-de-Québec-banlieue est renommée Ville-Montcalm en 1908. L'année suivante, Québec connaît Limoilou, et Notre-Dame-des-Laurentides devient une municipalité. Ces annexions portent la population de Québec à 78 118 personnes en 1911, et à 102 214 selon les limites géographiques actuelles.

Vingt ans plus tard, la population de Québec est passée à 130 594 habitants et à plus de 168 000 selon ses limites actuelles. Au cours de cette période, on assiste à la création de plusieurs municipalités, à partir de villes déjà existantes : Giffard (1912), Courville (1912), Beauport (1913), Charlesbourg (1914), Québec-Ouest (1915) qui deviendra Vanier en 1966, Charlesbourg-Ouest (1917), Beauport-Est (1921) et Saint-Émile (1929), tandis que le village de Saint-Ambroise deviendra Loretteville en 1913. Cette même année, Québec connaît Ville-Montcalm.

Entre 1931 et 1956, Château-d'Eau, Beauport-Ouest (1937), Val-Saint-Michel (1933), Lac-Saint-Charles (1947), Notre-Dame-de-Lorette (1948), Charlesbourg-Ouest (1953) et Sainte-Monique-des-Saules (1953), qui deviendra Les Saules en 1960, acquièrent le statut de municipalité. La population de

Québec atteint 170 700 personnes en 1956. Selon le découpage de 2006, ce sera près de 280 000.

La période 1956-1981 marque la consolidation des municipalités qui feront éventuellement partie de Québec : Loretteville annexé Château-d'Eau en 1965, Beauport et Beauport-Ouest fusionnent en 1967 et cette nouvelle entité se joint à son tour avec Courville, Giffard, Beauport-Est, devenus Ville-Marie en 1951, Montmorency, Sainte-Thérèse-de-Liseux et Saint-Michel-Archange en 1976. On assiste également au regroupement de Sainte-Foy et de la paroisse de L'Ancienne-Lorette en 1970, de même qu'à la fusion, en 1973, de Val-Saint-Michel et de Saint-Gérard-Majella qui avait été renommée Bélar en 1965, puis de Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Orsainville et Notre-Dame-des-Laurentides en 1976. De plus le village de Notre-Dame-de-Lorette devient la ville d'Ancienne-Lorette en 1967. Elle changera de nouveau de nom en 1987 et sera désormais connue comme L'Ancienne-Lorette. Quant à Québec, son territoire s'élargit avec les annexions, en 1970, des Saules et de Duberget, connue sous le nom de La Petite-Rivière jusqu'en décembre 1963, de Neuchâtel en 1971, de Charlesbourg-Ouest en 1973 et de Sacré-Cœur de Jésus en 1980. Sa population s'élève à près de 167 000 habitants en 1981, c'est presque le même total qu'en 1951 (164 000), après un sommet de 186 000 en 1971. Selon les frontières actuelles, la population se situe à près de 435 000, soit une hausse de 77 %. C'est une nette indication de la croissance des banlieues de Québec au cours de cette période.

La seule modification à survenir sur le territoire actuel de Québec entre 1981 et 2001 est le changement de nom de Saint-Félix-de-Cap-Rouge pour Cap-Rouge en 1983. Les cinq années suivantes sont par contre marquées par un véritable bouleversement : le 1^{er} janvier 2002, c'est la fusion de l'ensemble des municipalités de la Communauté urbaine de Québec, à l'exception de Notre-Dame-des-Anges et de Wendake. Quatre ans plus tard, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin-de-Desmaures se détachent de Québec.

Redevue la deuxième ville en importance, Québec abrite une population de

Population de la ville de Québec, selon le territoire, 1608-2006

Année	Territoire	
	De l'époque	Actuel
		n
1608	28	
1621	60	
1665-1681	547	
1681	1 345	
1692	1 570	
1708	1 771	
1719	1 603	
1759	9 000	
1803	8 988	
1818	12 839	
1822	22 101	
1844	32 879	
1851	45 940	
1861	57 373	
1871	59 699	76 383
1881	63 446	80 249
1891	63 090	80 546
1901	68 840	88 615
1911	78 118	102 214
1921	95 193	122 698
1931	130 294	168 249
1941	130 757	199 588
1951	164 016	245 742
1956	170 703	279 521
1961	171 979	321 917
1966	166 984	372 373
1971	186 088	408 440
1976	177 082	429 757
1981	166 474	434 980
1986	164 580	440 598
1991	167 517	461 894
1996	167 264	473 569
2001	169 076	476 330
2006	491 142	491 142

Sources : 1608 et 1621 : *Étude de Charnois 1665-1739 : Recensements de la Nouvelle-France : 1605-1861* (1665, Louis XV et Régis, 1787); 1871-2006 : Recensements du Canada.

Conception : Institut de la statistique du Québec.

491 142 habitants au Recensement de 2006. Elle a donc doublé depuis 1951. Quant à son poids démographique selon les limites territoriales actuelles, il s'est maintenu depuis 1871 entre 5,1 % et 6,9 % de l'ensemble du Québec, sommet qu'elle a atteint en 1976. Il est aujourd'hui de 6,5 %.

Note méthodologique

Les données de population des municipalités des recensements du Canada de 1875 à 2006 ont été utilisées dans un premier temps selon le découpage géographique à chacun des recensements. À partir de l'information sur les constitutions, fusions et annexions totales concernant les municipalités, le territoire du Québec a été reconstitué selon les limites géographiques actuelles des municipalités. Les annexions partielles de municipalités n'ont pas été prises en compte.

Ce que les baby-boomers ont reçu de l'État : comparaisons intergénérationnelles

par Hervé Gauthier

Depuis le début des années 1960, le rôle de l'État a été complètement transformé au Québec. D'un Etat peu présent dans la vie des citoyens, il est devenu un véritable Etat providence. Mais cette transformation ne s'est pas faite du jour au lendemain. Elle s'est faite au fil des années par la création de programmes ou par l'amélioration de programmes existants. On imagine donc que selon leur année de naissance, les générations n'ont pas bénéficié de la même façon de la mise en place de l'Etat-providence.

Les dépenses de l'Etat secteur social, à calculer le coût par personne des programmes sociaux selon l'âge, le profil obtenu touche tous les âges et tient compte des programmes fédéraux et provinciaux dans les secteurs de l'éducation, de l'aide aux familles, de l'aide sociale, de l'aide à l'emploi, de l'assurance-emploi, de la santé et sécurité du travail, de la santé et des services sociaux et celui des pensions et des rentes publiques. Il s'agit donc des dépenses sociales au sens large, que le financement soit fédéral ou provincial ou qu'il provienne des fonds généraux ou de cotisations particulières.

La dépense sociale selon l'âge : forte progression jusqu'à 1991

Entre 1961 et 2003, la dépense sociale par personne a été multipliée par 4,8, passant de 1 607 \$ à 7 733 \$ (\$ de 2003). Toutefois, la progression a été forte jusqu'en 1991 et très modeste par la suite, comme

le révèle le taux de croissance annuel moyen par période : 7,6 % (1961-1971), 5,1 % (1971-1981), 2,6 % (1981-1991), 0,2 % (1991-1998) et 1,5 % (1998-2003).

L'évolution du profil de la dépense sociale par personne selon l'âge au cours de cette période révèle que si la forme générale du profil de chaque année se caractérise toujours par deux modes, le plus important étant chez les personnes âgées, suivi d'un autre mode chez les jeunes, le niveau a été relevé considérablement dans tous les groupes d'âge.

En 1961, au début de la transformation qui va mener vers l'Etat-providence, les premières générations du baby-boom, nées dans la période 1946-1951, font partie du groupe des 10-14 ans. Par contre, lorsque les dernières générations de baby-boomers, nées dans la période 1961-1966, ont cet âge, soit en 1981, le système n'est plus du tout le même. Les générations X (nées dans la période 1966-1976), comme les générations Y (nées dans la période

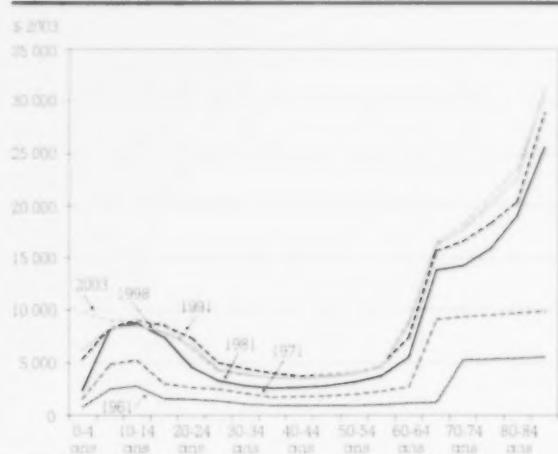
1976-1986), ont bénéficié pour leur part d'un système mature.

La dépense sociale selon l'âge : profil contrasté d'une génération à l'autre

Pour suivre l'évolution par génération, il a fallu calculer, par interpolation et à partir des données précédentes, les profils des années manquantes pour avoir une série complète de cette année en cinq ans, de 1961 à 2001. Nous avons retenu sur la figure ci-dessous les 10-14 ans jusqu'aux 50-54 ans pour lesquels nous pouvions faire une comparaison entre les générations du baby-boom et les générations plus vieilles ou plus jeunes. Ainsi, chaque courbe illustre une portion plus ou moins grande du parcours de vie des générations, selon leur âge pendant la période.

La courbe des premières générations du baby-boom ne révèle aucun sommet entre 10 et 20 ans. Ces générations ont fait partie des 10-14 ans et des 15-19 ans dans les années 1960, au moment où le système d'éducation et l'aide aux familles n'étaient encore bien développés et où l'assurance maladie n'existant pas encore. Par contre, plus tard, elles ont bénéficié de l'amélioration des programmes publics pendant leur vie

Profil de dépense sociale par personne selon l'âge, Québec, 1961-2003

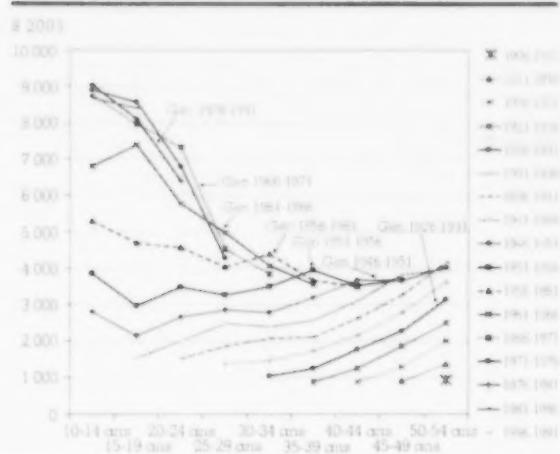


1. Voir Gauthier (2007) afin d'obtenir plus de détails sur les techniques utilisées pour estimer les dépenses sociales. Il faut aussi que pour des résultats additionnels. Afin d'assurer une meilleure comparaison historique, nous n'avons pas tenu compte des exemptions fiscales pour enfants à charge, non disponibles en 1961 et en 1971 et partiellement disponibles en 1981.

2. Nous adoptons ici la définition proposée par Legaré et Ménard (2007).

3. Pour avoir une vue sur l'ensemble des âges, voir Gauthier (2007).

Profil de dépense sociale par personne entre les âges 10-14 ans et 50-54 ans, par génération, Québec, 1961-2001



adulte, ce qui a accru la dépense sociale moyenne à cette étape de leur vie. Il en a résulté une courbe qui monte assez régulièrement.

Le tableau de la dépense sociale dont les générations précédentes du baby-boom ont bénéficié entre leur naissance et leur vie de famille connaît avec l'allure des profits des générations plus jeunes (générations X et Y) porté de 1961. Celles-ci ont profité de l'aide précoce des leur jeune âge et leurs profits se distinguent par des dépenses en faveur des adolescents beaucoup plus fortes qu'au début de la vie adulte.

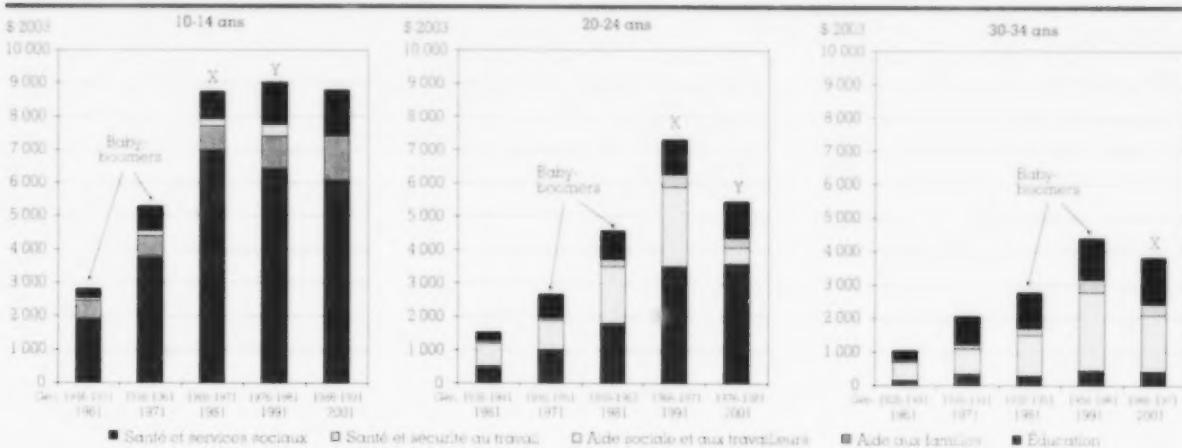
Par ailleurs, on constate que les générations du baby-boom ne forment pas un seul bloc homogène par rapport aux autres générations. Leur évolution a inscrit dans la continuité avec les générations qui les précédèrent aussi qu'avec les générations ultérieures.

Les dernières générations du baby-boom (nées dans la période 1961-1966) se rapprochent même davantage des générations X et Y que des autres générations du baby-boom. La typologie souvent utilisée, opposant à une part les générations du baby-boom et les générations X et Y, ne reflète donc pas bien la situation quant à l'évolution de la dépense sociale par personne dans la période 1961-2003.

Les générations nées depuis 1966 ont reçu beaucoup plus en dépenses d'éducation

La dernière figure illustre la composition de la dépense sociale selon les secteurs⁴ dans trois groupes d'âge. On a retenu sept groupes de générations :

Composition des dépenses sociales par personne selon les secteurs par génération, groupes d'âge choisis, Québec, 1961-2001



Source : Estimation à partir de divers rapports gouvernementaux.

4. Aux fins de cet article, l'aide sociale, l'aide à l'emploi, et l'assurance-emploi ont été regroupés en un seul secteur, soit l'aide sociale et aux travailleurs.

des générations plus jeunes (nées dans les périodes 1936-1941 et 1936-1941) les premiers baby-boomers (nées dans la période 1946-1951), les générations du baby-boom les plus nombreuses (nées dans la période 1956-1961), les premières générations X (nées dans la période 1966-1971), les premières générations Y (nées dans la période 1976-1981) ainsi que des générations très reculées (nées dans la période 1886-1891).

Concernant les 10-14 ans, les générations nées à partir de 1966 ont bénéficié de dépenses beaucoup plus importantes que les générations du baby-boom, surtout dans le secteur de l'éducation, et à un moindre degré dans le secteur de l'aide aux familles et celui de la santé et des services sociaux.

Concernant les 20-24 ans, les générations du baby-boom ont reçu davantage que les générations plus anciennes (nées dans la période 1936-1941), surtout en services d'éducation et en santé et services sociaux. La hausse est très marquée aussi entre les deux groupes de générations du baby-boom, sauf pour le secteur de la santé et des services sociaux. Cependant, les baby-boomers ont reçu moins que les générations X et les générations Y. Precisons qu'en ce qui concerne l'aide sociale et aux travailleurs, les générations Y ont reçu moins que les générations précédentes, du fait de compressions dans le programme d'assurance-emploi et de l'amélioration de la situation économique. C'est d'ailleurs en raison des changements dans les dépenses moyennes de ce secteur que les générations Y ont bénéficié d'une dépense totale moyenne inférieure

à celle des générations X, la baisse étant significative (13 %).

Concernant les 30-34 ans, les générations nées dans la période 1956-1961 ont reçu la dépense sociale la plus forte, que ce soit en comparaison des générations qui les précèdent ou des générations qui les ont suivies, en raison surtout des dépenses relatives à l'aide sociale et aux travailleurs.

En somme, il est inapproprié de considérer les générations de baby-boomers en un seul bloc. Il est vrai qu'en général elles ont bénéficié de dépenses sociales plus élevées que les générations qui les ont précédées et moindres que celles qui les ont suivies. Cependant, les différences sont grandeuses entre les groupes de baby-boomers, que ce soit sur le plan de la dépense moyenne totale ou sur le plan de la composition par secteur. Dévolution de la dépense sociale est en effet progressive et n'est pas déterminée par l'année de naissance des générations, mais par un large éventail de facteurs.

Références

GAUMÉS, Hervé (2007). « La dépense sociale », chapitre 14 dans GAUMÉS, Hervé (sous la dir.) (2007). Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain, Institut de la statistique du Québec, p. 323-349.

LEGARÉ, Jacques et Pierre-Olivier MÉNARD (2007). « Les générations se suivent et ne se ressemblent pas », *Horizons*, février, 9-2, p. 9-14.

Les inactifs qui veulent travailler

par Suzanne Asselin

Les perspectives du marché du travail dans 10 ans annoncent un ralentissement de la croissance de la population active si aucune augmentation substantielle n'a lieu au niveau de l'activité de la population. Cette ralentie de main d'œuvre sera issue des départs prévus à la retraite des baby-boomers. Outre les 234 600 chômeurs âgés de 15 à 64 ans en 2006 et faisant partie de la population active (faisant leurs services), on compte aussi 86 500 inactifs欲ueux de travailler, mais qui n'offrent pas leurs services. Ces personnes connaissent un basculement de niveau d'activité. Nous examinons ici les principales caractéristiques de ces inactifs. Quels sont les motifs contraignant leur disponibilité à travailler? Combien ont déjà travaillé? L'Enquête sur la population active apporte quelques éléments de réponse. On verra que l'impossibilité d'offrir ses services sur le marché du travail malgré la volonté de travailler touche plus de personnes en nombre, mais est plus importante est proportionnelle chez les hommes de 25 à 44 ans.

La volonté de travailler parmi les inactifs s'est un peu réduite depuis 1997

Depuis l'application du nouveau questionnaire de l'Enquête sur la population active en 1997, qui a permis d'introduire une question sur la principale raison de ne pas travailler chez les personnes voulant un emploi, on peut étudier la situation des inactifs selon qu'ils veulent travailler ou non. De 1997 à 2006, la proportion d'inactifs de 15 à 64 ans voulant travailler est passée de 9,6 % à 7,0 %. C'est donc dire qu'une plus grande part des inactifs ne veut pas travailler. Par ailleurs, cette tendance s'inscrit dans un contexte où l'inactivité sur le marché du travail est en baisse depuis 1976. La forte entrée de femmes de 15 à 54 ans sur le marché du travail a surpassé la hausse des inactifs, alimentée surtout par le départ de travailleurs âgés masculins.

Les motifs varient au cours du cycle de vie

En 2006, plusieurs raisons ont été déclarées par les 86 500 inactifs québécois de 15 à 64 ans voulant travailler, mais qui ne cherchent pas d'emploi. Ces raisons sont regroupées par Statistique Canada en six catégories. Seule la raison principale du répondant est retenue : la fréquentation d'une école (24,4 % des répondants), l'attente d'un rappel ou d'une réponse de l'employeur (12,3 %), les raisons de santé (11,3 %), les raisons personnelles ou familiales (10,5 %), le découragement dans les possibilités d'emploi (7,3 %) et les autres raisons (34,2 %). Cette dernière catégorie comprend des motifs très différents par exemple la privation d'un moyen de transport, la non-qualification des compétences, un déménagement, l'attente d'un statut de résident permanent ou d'un permis de travail pour étudiant.

Inactifs de 15-64 ans voulant travailler mais qui n'ont pas cherché d'emploi, selon le principal motif, Québec, 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Le tiers des inactifs voulant travailler est composé de personnes de 15 à 24 ans

La répartition des inactifs selon les raisons de ne pas chercher d'emploi est influencée par la proportion élevée de jeunes parmi cette population. En effet, le tiers des inactifs voulant travailler sont âgés de 15 à 24 ans, le reste des inactifs est réparti assez également chez les 25-54 ans entre les trois groupes d'âge et dans une proportion légèrement inférieure chez les 55-64 ans. Le principal motif avec l'avancement en âge, mis à part la catégorie « Autres raisons », se rapproche des situations vécues tout au long du cycle de vie. Ainsi, les 15-24 ans ne peuvent travailler surtout en raison des études. Les 25-44 ans n'offrent pas leurs services principalement pour des raisons personnelles ou familiales. Chez les 45-54 ans, trois motifs ont une égale importance, soit l'attente d'une embauche de la part de l'employeur, les raisons de santé ou le découragement face aux possibilités d'embauche. Chez les 55-64 ans, les raisons de santé préminent. Le désir de travailler est supérieur chez les inactifs de 25 à 44 ans (autour de 11 %).

Les femmes sont un peu moins disponibles pour travailler

C'est connu, les femmes sont plus souvent inactives que les hommes : elles représentent presque 60 % des inactifs de 15 à 64 ans en 2006. Par contre, elles sont moins disponibles pour travailler que leurs homologues masculins. Ainsi, les proportions de personnes inactives voulant travailler sont de 5,7 % chez les

Repartition de la population inactive de 15-64 ans selon la volonté de travailler, Québec, 1997-2006

	Total ¹	Voulaient travailler		Ne voulaient pas travailler
		k	%	
1997	1 413,6	100,0	9,6	90,4
1998	1 383,4	100,0	8,3	91,7
1999	1 360,2	100,0	7,8	92,2
2000	1 336,3	100,0	6,9	93,0
2001	1 323,2	100,0	6,3	93,8
2002	1 230,1	100,0	7,8	92,2
2003	1 187,9	100,0	7,6	92,4
2004	1 202,6	100,0	7,5	92,5
2005	1 225,6	100,0	7,4	92,6
2006	1 231,1	100,0	7,0	93,0

1. Personnes inactives n'ayant pas l'intention d'effectuer une recherche d'emploi, ne devant pas commencer un emploi à une date future et n'étant pas disponibles pour occuper un emploi.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active. Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. L'échantillon de la population inactive de 65 ans et plus voulant travailler est trop petit pour être habillé.

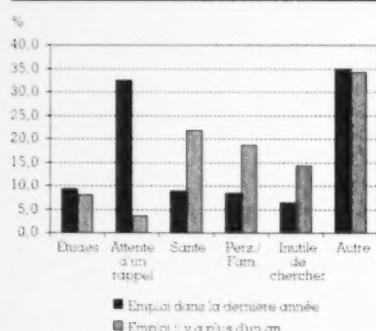
hommes et de 5,3 % chez les hommes. Cet écart entre les sexes est moindre chez les jeunes (8,0 % chez les femmes et 10,1 % chez les hommes), mais plus fort chez les 25-44 ans (8,7 % des femmes inactives de cet âge veulent travailler, comparativement à 13,9 % pour les hommes). La différence porte aussi sur la principale raison de ne pas chercher un emploi à cet âge : des raisons personnelles ou familiales chez les femmes et l'attente d'une réponse de l'employeur chez les hommes. Il y a toutefois une ressemblance de motifs entre les sexes chez les jeunes (les études) et les inactifs de 45 à 64 ans (les raisons de santé).

Dans la dernière année, 4 inactifs sur 10 désirant travailler avaient un emploi

Une expérience de travail récente est une situation assez courante chez les inactifs de 15 à 64 ans voulant travailler, puisque 43,9 % ont occupé un emploi dans les 12 derniers mois. 35,7 % ont déjà travaillé il y a plus d'une année et seulement 20,3 % n'ont jamais travaillé. Les trois quarts de ces inactifs inexpérimentés sur le marché du travail sont âgés de 15 à 24 ans.

Une distinction apparaît entre les inactifs qui ont occupé un emploi dans l'année et ceux dont l'emploi remonte à plus d'une année. Elle concerne les motifs chez les 25-64 ans. Plus le dernier emploi occupé est récent, plus souvent ils déclarent être en attente d'une réponse ou d'un rappel de l'employeur. Si le dernier emploi date de plus d'une année, le motif est davantage celui de raisons personnelles ou familiales chez les 25-44 ans et un motif lié aux problèmes de santé chez les 45-64 ans.

Inactifs de 25-64 ans voulant travailler mais qui n'ont pas cherché d'emploi, selon le principal motif et la période du dernier emploi occupé, Québec, 2006



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Nombre, répartition et proportion d'inactifs de 15-64 ans qui voulaient travailler, selon l'âge et le principal motif d'inactivité, Québec, 2006

Âge	Nombre	Répartition	Proportion parmi les inactifs	Principal motif ¹	Part relative du motif	
					%	
	k	%	%			
Total	86,5	100,0	7,0			
15-24 ans	29,0	33,5	9,0	⇒ Études	54,5	
25-34 ans	15,1	17,5	11,1	⇒ Raisons personnelles ou familiales	19,9	
35-44 ans	15,7	18,2	11,2	⇒ Raisons personnelles ou familiales	20,4	
45-54 ans	14,4	16,6	7,7	⇒ Attente d'un rappel ou d'une réponse	16,7	
				⇒ Maladie ou incapacité	16,7	
				⇒ Inutile de chercher	16,7	
55-64 ans	12,2	14,1	2,7	⇒ Maladie ou incapacité	23,0	

1. Excluant « Autres raisons » qui regroupent différents motifs très variés.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Nombre, répartition et proportion d'inactifs de 15-64 ans qui voulaient travailler, selon l'âge, le sexe et le principal motif d'inactivité, Québec, 2006

Âge	Nombre	Répartition	Proportion parmi les inactifs	Principal motif ¹	Part relative du motif	
					%	
	k	%	%			
Total	86,5	100,0	7,0			
Hommes	45,0	52,0	9,0			
15-24 ans	16,1	18,6	10,1	⇒ Études	55,9	
25-44 ans	14,9	17,2	15,9	⇒ Attente d'un rappel ou d'une réponse	20,8	
45-64 ans	14,1	16,3	5,7	⇒ Attente d'un rappel ou d'une réponse	20,6	
				⇒ Maladie ou incapacité	19,9	
Femmes	41,4	47,9	5,7			
15-24 ans	13,0	15,0	8,0	⇒ Études	53,1	
25-44 ans	15,9	18,4	8,7	⇒ Raisons personnelles ou familiales	30,8	
45-64 ans	12,5	14,5	3,2	⇒ Maladie ou incapacité	19,2	

1. Excluant « Autres raisons » qui regroupent différents motifs très variés.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Ce bulletin est réalisé par l'Unité des conditions de vie et l'Équipe du programme démographie.

Pour plus de renseignements :
Sylvie Jean, chargée de projet
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2411 (poste 3155)

Courriel : enbref@stat.gouv.qc.ca
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec

1^{er} trimestre 2008
ISSN 1491-6789 (version imprimée)
ISSN 1715-6378 (en ligne)
© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1996

**Institut
de la statistique**

Québec